



## UNE NOUVELLE SÉRIE DE FILMS S'ATTAQUE À LA CULTURE DU SILENCE FACE À LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

Première diffusion générale sur BBC World à 19h30 GMT le 18 Avril 2008

**NATIONS UNIES, Genève, le 17 avril 2008** – C'est un triste anniversaire.

Quatorze ans auparavant les informations annonçaient que la violence ethnique à Kigali était en train de s'étendre à tout le Rwanda. Depuis lors, le monde communautaire se bat pour expliquer comment le génocide de 800 000 personnes s'est produit à la vue de tous, mais l'impact actuel du viol ou de toute autre forme de violence sexuelle contre des centaines de milliers de femmes reste une question bien moins discutée.

La violence sexuelle est soulignée dans *Women on the Frontline*, une série de sept films diffusée pour la première fois demain soir par BBC World à 19h30 GMT à 300 millions de foyers afin d'aider à enrayer le silence autour de la brutalité de cette violence.

« La violence contre les femmes menace plus les vies des jeunes filles que le cancer, la malaria ou la guerre », déclare Annie Lennox, chanteuse britannique et présentatrice de la série. « Elle touche une femme sur trois dans le monde. Elle laisse les femmes marquées pour le restant de leur vie. Et elle est généralement infligée par un membre de la famille ».

Lorsque la guerre survient, l'utilisation du viol comme une arme continue.

- Au Rwanda, selon le centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées, on compte jusqu'à un demi-million de femmes victimes de viol pendant le génocide de 1994.
- En Sierra Léone, on a recensé environ 50 000 à 64 000 femmes déplacées à l'intérieur du pays ayant déclaré avoir subi des violences sexuelles entre les mains des combattants armés.
- Selon une récente enquête, plus de la moitié de toutes les femmes de la province de Lofa dans le nord du Libéria a subi au moins un incident de violence sexuelle pendant le conflit de 1999 à 2003. De plus, 90 pour cent de ces femmes ont subi au moins un incident de violence physique et presque la moitié a déclaré avoir été sollicitée pour des faveurs sexuelles plus de quatre fois.
- Au cours du conflit actuel post-élection touchant le Kenya, ayant déjà fait environ 1 000 morts et déplacé plus de 200 000 personnes, l'hôpital des femmes de Nairobi et l'hôpital général de la côte de Mombasa ont recensé une augmentation par deux ou trois, par rapport à l'année précédente, du nombre de femmes et d'enfants à la recherche d'un traitement à la suite de violence sexuelle, tout particulièrement à la suite de viols perpétrés par des gangs d'hommes.

« Même là où la guerre est inexistante, les corps des femmes continuent d'être pris pour des champs de bataille. Les femmes et les jeunes filles courent le risque d'être victimes de violence lors de la plupart de leurs activités quotidiennes – chez elles, lors de leurs déplacements à pied, lors de l'utilisation des transports en commun pour se rendre au travail, ou bien encore en allant chercher de l'eau ou du bois de chauffage. Réclamer la fin de la violence contre les femmes a pour but de protéger les droits de l'Homme et de s'assurer que les femmes vivent en toute sécurité et dans la dignité », déclare Thoraya Obaid, Directrice exécutive de l'UNFPA, le Fond des Nations Unies pour la Population.

Selon les chiffres des Nations Unies, au moins une femme sur trois dans le monde risque d'être battue, d'être contrainte à des relations sexuelles ou alors d'être maltraitée durant sa vie, et une femme sur cinq sera victime de viol ou de tentative de viol. La traite des femmes, le harcèlement sexuel, la mutilation sexuelle féminine, les crimes d'honneur, les crimes liés à la dot et les infanticides féminins font également partie du problème.

« Le non-traitement de la violence contre les femmes relève de l'absence de volonté politique, de ressources et d'implication forte des hommes et des adolescents en faveur d'une tolérance zéro. Si nous ne pouvons pas mettre fin à la pandémie de violence contre les femmes, nous ne pouvons alors accomplir aucun des objectifs convenus : développement, égalité ou paix », déclare Joanne Sandler, Directrice exécutive intérimaire du Fond de développement des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM).

Le Secrétaire général des Nations Unies a reconnu l'importance du problème en lançant une campagne pluriannuelle, il y a huit semaines de cela, permettant d'éradiquer la violence contre les femmes et les jeunes filles. Au sein des Nations Unies, de nombreuses agences sont impliquées dans divers aspects de la lutte contre la violence envers les femmes.

En Mauritanie, comme le montre *Women on the Front Line*, les femmes ne devraient pas avoir de petit ami. Si les femmes sont victimes de viol, elles sont considérées comme fautives et peuvent être mises en prison.

« Nous avons rencontré des jeunes femmes racontant qu'elles avaient été victimes de viol et envoyées en prison pour la simple raison qu'elles ne disposaient d'aucune preuve tangible de cette violence », déclare Zeinabou Mint Taleb Moussa, présidente de l'Association mauritanienne pour la santé de la mère et de l'enfant. « J'aurais préféré qu'elles se tournent vers le système juridique ou mieux encore, j'aurais préféré que les jeunes garçons soient arrêtés et que les jeunes femmes soient reconnues comme des victimes ».

Un certain nombre d'agences des Nations Unies, dont l'UNFPA et l'UNIFEM, des pays donateurs tels que l'Autriche, des organisations non-gouvernementales et d'autres partenaires ont fourni des informations et soutiennent la production de la série documentaire.

« Jusqu'à présent, *On the Frontline* accompagnait les rebelles derrière les lignes et tournait parmi des gangs de rue violents, mais cette fois, nous avons investi plus particulièrement le quotidien des gens, et même après 20 ans d'expérience dans la production, je suis encore choqué de voir combien d'obstacles séparent la femme de l'égalité et également de la violence qu'elles doivent endurer », déclare Robert Lamb, Directeur Exécutif de la série.

*Women on the Frontline* souligne la violence que les femmes doivent encore endurer au quotidien et comment elles y font face. Les sept films traitent du Népal, où chaque année la traite des femmes concerne 7 000 d'entre elles ; de la Turquie, où le 'crime d'honneur' est toujours présent ; du Maroc, où les femmes qui ont milité dans la politique et qui ont survécu à la torture et à la prison témoignent devant une Commission Vérité et Réconciliation du gouvernement ; de la République Démocratique du Congo, où les femmes supportent le poids de dix années de guerre dans les provinces de l'est ; de la Colombie, où les femmes ont été torturées dans l'ombre d'une guérilla ; de la Mauritanie, où les femmes victimes de viol peuvent aller en prison et de l'Autriche, où la loi contraint les auteurs de violence domestique de quitter le foyer.

UNFPA Genève : Leyla Alyanak +41 79 687 6056, e-mail [alyanak@unfpa.org](mailto:alyanak@unfpa.org) et Paola Maresca +41 76 222 0129, e-mail [maresca@unfpa.org](mailto:maresca@unfpa.org)

UNFPA New York : Christian Delsol +1-212-297-5032 ou +1-917-402-3584, e-mail : [delsol@unfpa.org](mailto:delsol@unfpa.org)

UNIFEM : Nanette Braun, +1-212-906-6829, e-mail : [nanette.braun@unifem.org](mailto:nanette.braun@unifem.org)

Dev TV et pour B-roll: Eva M. Triano, +41 22 909 1240 or +41 76 344 2889, email [eva@dev.tv](mailto:eva@dev.tv)

**NOTE: Les horaires de diffusion de *Women on the Frontline* sont disponibles au [www.dev.tv](http://www.dev.tv). Pour les horaires de diffusion locale, voir [www.bbcworld.com](http://www.bbcworld.com).**